

**Union européenne - Santé -
Perturbateurs endocriniens -
Entretien de M. Nicolas Hulot,
ministre d'État, ministre de la
transition écologique et solidaire,
avec le quotidien «Libération»
(Paris, 05 juillet 2017)**

Q - Après six votes négatifs depuis un an, la France a finalement voté en faveur de la définition des perturbateurs endocriniens (PE) proposée par la Commission européenne. Quelles ont été les coulisses de ce revirement ?

R - J'avais demandé, face à l'urgence, la suspension du dernier vote de la Commission européenne qui intervenait au lendemain de ma nomination au gouvernement. Je voulais me laisser du temps pour engager un dialogue avec nos partenaires allemands, et ceux qui voulaient exonérer de l'évaluation un certain nombre de substances. Depuis, nous avons été à la manoeuvre, à la fois avec la Commission, avec notre partenaire allemand et d'autres pays. Par ailleurs, des discussions ont été menées au niveau national avec notre Premier ministre, Edouard Philippe, et avec Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, notamment pour appréhender l'ensemble du sujet en France, et travailler à des mesures que nous pouvions prendre en complément. Jusqu'au bout, je n'étais pas du tout certain de voter le texte, parce qu'il y avait un certain nombre de points qui ne me satisfaisaient pas. Aujourd'hui, je considère que si nous avons voté le texte, qui se heurtait à un poids monstrueux des lobbys, c'est que nous avons ouvert une très grande brèche, qui ne se refermera pas et qui s'élargira dans le temps. Nous n'avons pas gagné cette guerre, mais nous avons gagné une bataille et ouvert un front important. J'avais dit à la Commission que je voulais bien revoir ma position de ne pas voter le texte, mais qu'il y avait un certain nombre de conditions que j'ai obtenues, à l'exception d'une seule.

Q - Quelles conditions avez-vous obtenues ?

R - J'avais demandé qu'on reconnaisse les PE présumés, en plus de ceux qui sont avérés. Cela permet, avec un niveau de preuve moins élevé, d'intégrer aussi des substances qui sont considérées comme suspectes, mais dont on n'a pas toutes les preuves. C'est pour moi la traduction du principe de précaution, que j'ai fait inscrire dans la Constitution en d'autres temps. Nous avons aussi obtenu la prise en compte du critère de plausibilité. C'est-à-dire que dès que l'on a des doutes sur une substance, sans forcément en comprendre les mécanismes d'action ou d'interaction, on décide de l'identifier comme un PE. Là aussi, cela fait basculer dans le giron un certain nombre de substances qui, pour l'instant, en étaient tenues à l'écart.

Q - Mais vous avez perdu sur un point...

R - Nous n'avons pas eu gain de cause sur la levée de l'exemption - que défendent notamment les Allemands - de certains produits qui ont été conçus pour être des PE. Malgré tout, j'ai obtenu du Premier ministre que la France, unilatéralement, puisse interdire ces substances sur notre territoire national, dès lors que leur dangerosité aura été prouvée. Conformément au droit européen, nous prendrons nos propres responsabilités et nous protégerons nos propres citoyens de ces substances. C'est très important, car cela va montrer aux autres États membres que nous assumons nos responsabilités et entraînera, dans le sillage de cette décision, d'autres États. En même temps, nous avons obtenu que l'Europe revoie sa stratégie de lutte contre les PE, pas seulement dans les pesticides, mais aussi dans les emballages, les cosmétiques et les jouets. Nous avons également obtenu de la Commission 50 millions d'euros pour financer la recherche indépendante sur les PE. La bataille n'est pas terminée mais le risque, si nous ne votions pas ce texte, était qu'un certain nombre de produits reste encore durablement sur le marché. Je pense notamment à la substance 2,4-D, qui entre dans la composition du fameux agent orange utilisé par les Américains pendant la guerre du Vietnam. En France, il n'y aura pas de trous dans la raquette.

Q - N'y avait-il pas un moyen d'arriver à un meilleur compromis ?

R - Je pense, très sincèrement, qu'il s'agit d'une avancée majeure et que la fermeté de la France y a été pour quelque chose. Mais la seule chose qui m'intéresse aujourd'hui, c'est d'aller jusqu'au bout du processus, c'est-à-dire, d'évaluer et définir tous les PE, grâce à des expertises indépendantes. La France va accélérer les recherches et donner les moyens à ses agences. Il faudra également se nourrir des études indépendantes et les croiser. Je ne veux plus admettre que la recherche soit dans les mains de ceux qui produisent ces substances./.